Avril 2012
Numéro 2

Newsletter Recherche sur le Vieillissement

Unité de recherche sur le vieillissement, Cnav

Une newsletter pour la recherche sur le vieillissement

Cette seconde lettre d'information sur la recherche sur le vieillissement arrive à une période d'incertitude en ce qui concerne les projets structurants de la recherche dans les sciences humaines et sociales.
Un programme européen visant à encourager les collaborations européennes s'achève (ERA -AGE), il s'agit dorénavant de consolider les réseaux constitués et d'éviter de se demander encore ce qu'il faut chercher.
En effet, les attentes des acteurs publics en matière de connaissance sur le vieillissement se sont précisées durant le débat 2010 sur la dépendance : identifier et évaluer les politiques publiques de prévention de la perte d'autonomie, encourager le vieillissement actif. L'arrivée des générations du baby boom à l'âge de la retraite est une révolution silencieuse – qui ne se limite pas à leur effet numérique sur l'équilibre des régimes de retraites – compte tenu de leurs nouvelles ressources financières, culturelles et sanitaires porteuses d'autres comportements et d'autres opportunités pour la société.
Les effets sociétaux de la génération du papy-boom sont déjà engagés. Il convient d'équiper les chercheurs d'infrastructures stables d'enquêtes indispensables au suivi de ces transformations.

Face aux incertitudes sur l'engagement de la statistique publique dans les enquêtes telles que « Handicap-Santé » ou « SHARE», la communauté scientifique des chercheurs doit convaincre les différents financeurs de ne pas baisser la garde en cette période difficile et que le coût de ces enquêtes est faible vis à vis des enjeux financiers que le vieillissement va poser aux politiques publiques dans les prochaines décennies.
Un dialogue doit s'ouvrir entre chercheurs, acteurs de la statistique publique et financeurs pour trouver l'organisation optimale qui mobilise au moindre coût les compétences et des organismes capables de porter de telles enquêtes.

Durant cette Année 2012, il nous faudra veiller à la pérennité de SHARE et améliorer notre visibilité sur l'avenir des enquêtes ″Handicap- Santé″.

François Jeger

Responsable de l'Unité de recherche sur le vieillissement, Cnav

Contact (pour vos contributions) :
alain.rozenkier@cnav.fr

JPI More Years Better Lives
Laure Michelet, Véronique Parel,
Ministère de *l'enseignement supérieur et de la recherche*

Working group 5 "Housing, Urban & Rural Development and Mobility"
Jim Ogg, URV-Cnav

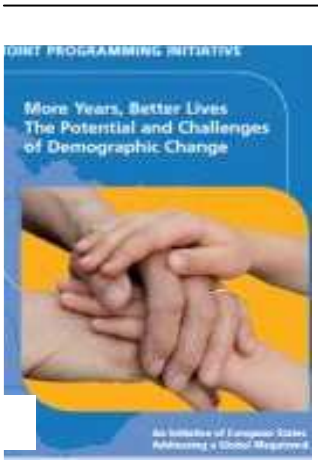
3 QUESTIONS …
Année européenne du vieillissement actif
Lieve Fransen
European Commission

Handicap-Santé : un dispositif complet en population générale
Sylvie Renaut* , *URV-Cnav

Enquête SHARE… Où en est-on ?
***Marie-Eve Joël* ,**
Laboratoire d'économie *Univ. Paris Dauphine*

JPI « More Years Better Lives »

Laure Michelet, Véronique Parel, Chargées de mission, Secteur SHS – Direction Générale pour la recherche et l'innovation
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche



La JPI "More Years Better Lives" est une initiative de programmation conjointe (*Joint Programming Initiative*), proposée en 2010 par l'Allemagne. Elle porte sur la question du changement démographique et les conditions à la fois médicales, socio-économiques et culturelles d'un vieillissement en bonne santé et associé à une qualité de vie satisfaisante.
Cette JPI s'inscrit dans un contexte institutionnel où plusieurs autres activités sur le vieillissement sont menées au niveau européen. Il s'agit toutefois de la seule initiative de cette envergure qui vise à couvrir le vieillissement dans ses différents aspects.

Définie dans la communication de la Commission du 15 juillet 2008, « *Vers une programmation conjointe de la recherche : travailler ensemble pour relever plus efficacement les défis communs* », la programmation conjointe « fait participer des États membres sur une base volontaire et, par définition, selon une géométrie variable, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'agendas de recherche stratégiques communs fondés sur une perception commune quant à la façon d'aborder des enjeux majeurs pour la société […] La finalité en est d'accroître et d'améliorer la coopération transfrontalière, la coordination et l'intégration des programmes de recherche des États membres financés sur des fonds publics dans un nombre limité de domaines stratégiques et d'aider ainsi l'Europe à optimiser l'efficacité de son financement public de la recherche afin de mieux faire face aux principaux enjeux de société. »
Cette nouvelle approche a été validée par le Conseil dans ses conclusions du 2 décembre 2008, ouvrant ainsi la voie au lancement successif de dix initiatives de programmation conjointe.

Les *working groups*

Le déroulement de l'initiative se structure en plusieurs étapes. La constitution de *working groups* a permis le lancement de la réflexion. Cinq experts français ont été nommés dans quatre des cinq *working groups* établis. Tous les groupes se sont déjà réunis à plusieurs reprises. Chaque groupe correspond à une ou plusieurs thématiques de réflexion selon les caractéristiques suivantes :

1) ***Health and Performance*** auquel participent Jean-Marie Robine (Inserm) et Jean-Marie Verdier (Inserm), porte sur la recherche d'une meilleure compréhension du processus de vieillissement, notamment destinée à permettre une prévention plus efficace

contre les maladies liées au vieillissement et donc en dernière instance, à permettre une perspective de vie en bonne santé plus importante pour les personnes âgées.

2) ***Social Systems and Welfare*** porte une réflexion sur l'organisation et les formes institutionnelles d'une protection sociale pour le plus grand nombre. La France y est ici représentée par Bruno Palier (CNRS).

3) ***Work and Productivity*** : il s'agit ici de réfléchir sur les conditions économiques et sociales permettant l'intégration des personnes âgées dans le travail. Cela suppose notamment une éducation et une formation organisée tout au long de la vie mais aussi une organisation du travail adaptée, etc.

4) ***Education and Learning*** : le rôle de l'éducation et de la formation tout au long de la vie est fondamental dans la réflexion sur le vieillissement et le changement démographique. Il conditionne notamment l'intégration économique et sociale des personnes âgées au travail, mais permet aussi de meilleures perspectives en matière d'espérance de vie (relation entre le niveau d'éducation et l'espérance de vie et le bien-être), il représente, de façon générale, une opportunité pour l'ensemble des populations. Les conditions de son développement restent à analyser (par exemple, prise en compte des caractéristiques et des capacités des personnes âgées dans les processus de formation). Daniel Andler (CNRS) participe à ce groupe de travail.

5) ***Housing, Urban-Rrural Development and Mobility***. Ce groupe développe une réflexion sur l'importance de la mobilité et de façon générale, sur la nécessité d'adapter l'environnement résidentiel et géographique au changement démographique (par exemple, l'intégration économique des plus âgés est aussi conditionnée par leur mobilité). Il s'agit de penser les moyens de mettre en place des lieux accessibles et sûrs pour accueillir les populations vieillissantes. Jim Ogg (Cnav) participe à ce dernier groupe.

La participation des Etats à l'organisation de la JPI

Bien qu'organisées de façon autonome, les JPI mènent en général les activités suivantes (sous le nom de *work packages* dans le cadre de la JPI MYBL) : coordination et gestion de la JPI (WP1), élaboration de l'agenda stratégique de recherche (WP2), cartographie et prospective (WP3), mise en œuvre de la JPI (WP4), communication (WP5), évaluation et suivi (WP6). Chaque pays peut prendre en charge partiellement ou entièrement chacun des *workpackages* suscités. Les choix et décisions devront être entérinés par la Commission européenne, à laquelle seront soumises, dans quelques semaines, les propositions de la JPI.

Les pays participants

Treize pays participent à JPI More Years Better Lives : outre l'Allemagne (Ministère de la recherche et de l'éducation) à l'initiative du projet, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Trois autres pays ont un statut d'observateur : la Belgique, l'Irlande et la Norvège.

La Commission européenne est membre de l'assemblée générale mais elle ne dispose pas d'un droit de vote, JPI MYBL étant une initiative des Etats membres.

Working group 5 "Housing, Urban & Rural Development and Mobility" *JPI More Years Better Lives*

Jim Ogg, URV-Cnav

L'initiative conjointe "*More Years, Better Lives - The Potential and Challenges of Demographic Change"* – soutenue actuellement par 13 pays – constitue une nouvelle approche pour encourager la coopération et la collaboration dans les domaines de la recherche et du développement sur les changements sociétaux en Europe.

Cette démarche est transnationale et multidisciplinaire. Elle vise à faire converger différents programmes de recherche afin de trouver des solutions aux défis à venir et de développer le potentiel des changements sociétaux en Europe.

Cinq domaines de recherche et thèmes politiques affectés par la transition démographique ont été identifiés (cf. l'article précédent sur JPI) : la santé et la performance, les systèmes sociaux et le bien-être, le travail et la productivité, l'éducation et l'apprentissage et enfin, l'habitat, le développement urbain et rural et la mobilité.

Chacun des domaines fait l'objet d'un groupe de travail composé d'experts des différents pays partenaires. Compte tenu de l'expérience acquise dans le cadre de sa participation au projet ERA-AGE, l'unité de recherche sur le vieillissement de la Cnav a été sollicitée par le Ministère de la Recherche pour participer au cinquième groupe de travail « logement et habitat, développement urbain et rural, mobilité »

Actuellement, chaque groupe travaille à identifier les priorités de son domaine qui figureront dans des préconisations pour l'avenir ("Strategic Research Agenda")

Plus précisément, chaque groupe prépare une série de « one page papers ». Ces «papiers» constituent la première étape vers l'élaboration du « Strategic Research Agenda » qui représente l'objectif final du programme MYBL. En ce qui concerne le Working Group 5, les « one-page papers » seront préparés sur des sujets concrets et s'efforceront de répondre aux questions suivantes :

1) Quels sont les environnements, matériels et sociaux qui seront nécessaires et préférés par les personnes âgées d'aujourd'hui et de demain selon qu'elles seront actives, fragiles ou en perte d'autonomie ? Comment ces environnements peuvent-ils mieux répondre aux besoins et aux préférences des personnes au fur et à mesure qu'elles vieillissent ?

2) Quelle sera la répartition des populations âgées (abandon de certains quartiers, concentration dans certains secteurs en ville et en milieu rural, composition de la population, indicateurs sociodémographiques clés et leur évolution, durée d'occupation) ?

3) Quel est l'impact en Europe des inégalités sociales, économiques et spatiales sur les conditions de vie des personnes âgées aux différents niveaux (macro, méso, micro) ?

4) Comment peut-on planifier, concevoir et financer les environnements matériels et sociaux afin de répondre aux besoins

et aux attentes des personnes âgées et comment peut-on promouvoir leur participation dans ce processus d'adaptation de leur environnement? (rôle des institutions, du marché, implication des personnes âgées et de leurs voisins) ?

5) Quels sont les modes de mobilités et de transport, d''accessibilité (physique, sociale et financière) aux services, à l'information sur les services et aux technologies de l'information nécessaires dans une société vieillissante ?

6) Quelle est la place de la mobilité résidentielle pour promouvoir la qualité de vie (santé, insertion sociale, autonomie, organisation de services de soins) des personnes âgées et quelles en sont les opportunités et les contraintes ?

La quatrième réunion du groupe de travail sur l'habitat se tiendra à Paris le 20 avril. Il est envisagé de préparer une dizaine de *one page papers* qui seront soumis au comité scientifique en juin 2012.

« Habitat, logement et vieillissement »
Rencontre de recherche

A l'occasion du projet européen ERA-AGE, qui vise à favoriser la coordination des programmes de recherche sur le vieillissement dans un cadre européen, la CNAV - partenaire français du projet - organise une rencontre annuelle des acteurs français de la recherche sur le vieillissement.

La première s'était tenue le 22 juin 2011 et il avait été décidé à l'avenir de prolonger cette rencontre par un échange avec des chercheurs travaillant sur une thématique commune en leur donnant la possibilité de présenter leurs résultats de recherche.
Pour la rencontre 2012, c'est le thème " Habitat, logement et vieillissement " qui a été choisi compte tenu de son actualité, de son intérêt pour les politiques publiques et de la diversité des approches mises en œuvre. Plusieurs thématiques ont été retenues :

- Comment l'habitat et logement peuvent-ils aider les personnes à rester autonomes le plus longtemps possible ?
- Quel rôle habitat et logement peuvent-ils jouer pour la préservation des rôles sociaux et familiaux et pour laisser des marges de citoyenneté active ?
- Quels usages les personnes âgées ont-elles des espaces publics et privés selon leurs modes de vie, leurs trajectoires socio-économiques ou leurs réseaux sociaux ?

Il s'agit de mieux comprendre les processus à l'œuvre, de dégager des thèmes de recherche et de faciliter l'élaboration de politiques publiques favorisant le « bien vieillir ».

Les chercheurs qui ont travaillé sur cette thématique ou qui s'y intéressent sont invités à prendre part à cet échange qui aura lieu le :

6 juin 2012 de 13h30 à 16h30
CNAV Salle Normandie
110 avenue de Flandre 75019 Paris

Inscription indispensable **fatimata.diallo@cnav.fr** **01 53 92 50 20**
Contact : Michel Tuchman **michel.tuchman@cnav.fr** **06 09 03 81 16**

3 Questions à … L'Année européenne du vieillissement actif

Lieve Fransen, Directrice des Politiques Sociales et de l'Europe 2020
European Commission- DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion

1) La thématique du vieillissement figure en bonne place sur l'agenda européen depuis plusieurs années déjà. Pourquoi alors une "Année européenne du vieillissement actif" maintenant?

S'il est vrai que la thématique du vieillissement est traitée depuis plusieurs années, que ce soit notamment à travers la lutte contre la pauvreté ou la stratégie européenne pour l'emploi, il nous semble pourtant qu'il manque une stratégie intégrée concernant le vieillissement actif. L'eurobaromètre de Janvier 2012 nous montre par exemple que 72% des européens ont conscience du vieillissement de la population, mais que cela ne représente une inquiétude que pour 42% d'entre eux. De même, seulement un tiers des européens pense que l'âge de la retraite devra augmenter d'ici 2030. Nous devons donc promouvoir une prise de conscience des défis qui nous attendent.

L'Année européenne doit permettre d'éclairer le débat sur les changements démographiques, et de faire connaître les réponses que nous pouvons y apporter. Il s'agit de mettre notamment l'accent sur le rôle social et économique des personnes âgées et de saisir ces changements comme des opportunités plutôt que de les envisager comme des problèmes. Ce rôle peut être développé grâce à ce que nous appelons "le vieillissement actif". Il s'agit de permettre aux personnes âgées de rester en bonne santé et actives, tant sur le marché du travail que dans la société, et de vivre de manière autonome notamment grâce à des logements, infrastructures et services adaptés. De cette manière, les personnes âgées ne représenteront pas un poids pour les jeunes, et pourront au contraire en être un soutien. Le vieillissement actif est la base de la solidarité entre les générations dans une société vieillissante.

L'objectif de cette Année est à la fois de sensibiliser l'opinion publique et de stimuler le débat et l'apprentissage mutuel entre les pays de l'Union Européenne, afin d'encourager les bonnes pratiques et favoriser la coopération. Avec cette Année, nous souhaitons également créer un cadre dans lequel tous les acteurs politiques et ceux de la société civile peuvent s'engager à développer des initiatives et des politiques efficaces afin de promouvoir le vieillissement actif et, à travers cela, une meilleure société pour toutes les générations.

2) Pensez-vous que la recherche sur le vieillissement, ses résultats, ses équipes, soient sollicités au cours de l'Année européenne?

La recherche est essentielle pour comprendre les enjeux aussi bien démographiques, économiques et sociaux du vieillissement, mais aussi les solutions possibles. Il est clair que plusieurs disciplines de recherche doivent se mobiliser autour de ce thème : les sciences sociales et économiques, les technologies de l'information, l'ergonomie, la médecine…

L'année européenne suscitera de nombreux évènements et débats dans lesquels les chercheurs doivent être présents. Nous souhaitons que cette Année soit aussi une opportunité pour partager le savoir des chercheurs et pour développer de nouvelles politiques fondées sur une recherche de qualité.

3) Quel pourrait être, selon vous, l'impact de l'Année européenne en matière de recherche sur le vieillissement?

L'Année européenne permet de mettre en évidence les contributions de ces différents domaines de recherche et d'éclairer le débat sur les priorités que nous devons nous fixer dans les programmes de recherche afin de répondre au mieux aux enjeux du vieillissement.

Je souhaiterais que les nouvelles initiatives dans le domaine de la recherche soient rendues visibles sur le site de l'Année européenne (http://ec.europa.eu/social) au même titre que de nombreuses autres initiatives et engagements déjà publiés sur ce site. Cette Année doit aussi être une occasion de renouer le dialogue entre les chercheurs d'un côté, et les décideurs politiques et représentants de la société civile de l'autre.

Enquête Handicap-Santé :
un dispositif complet en population générale

Sylvie Renaut, URV-Cnav

Dans le prolongement de l'enquête Handicaps-Incapacités-Dépendance (Insee, 1998-1999) et de l'enquête Santé (Insee, 2002-2003), l'Insee et la Drees ont mis en place l'enquête Handicap-Santé. Elle vise à décrire l'ensemble de la population selon un grand nombre d'indicateurs dont par exemple, l'état de santé, l'état fonctionnel, l'usage d'aides techniques, l'environnement humain, etc.

La conception de l'enquête s'est appuyée sur un processus d'élaboration collectif, mobilisant des compétences diversifiées, issues tant de la statistique publique que des chercheurs spécialistes de la santé, de conditions de vie et de la prise en charge des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie. Outre l'Insee et la Drees, plusieurs institutions ont participé au financement de l'enquête : Agefiph, Cnaf, Cnam, CNSA, Cnav, FNMF, InVS.

Le dispositif couvre l'ensemble de la France, départements d'Outre-Mer compris, sans restriction d'âge et comprend plusieurs volets : une enquête de filtrage Vie Quotidienne et Santé (VQS) réalisée par l'Insee en 2007, une enquête en ménages ordinaires (HSM) et une enquête en institutions (HSI), réalisées par l'Insee et la Drees en 2008 et 2009. Une enquête sur les aidants informels (HSA) a été adossée à l'enquête en ménages ordinaires, afin de mieux connaître cette population. Enfin, pour disposer d'indicateurs de consommations médicales, un appariement a été réalisé avec les données de l'assurance maladie.
http://www.sante.gouv.fr/handicap-sante.html#outil_sommaire

VQS : sondage stratifié par zone géographique, avec extensions en Martinique, Guadeloupe et dans les départements 59, 62, 92, 69 ; à l'issue de l'enquête, les répondants sont répartis en quatre groupes, suivant leur état de santé et leur situation de handicap présumés.

HSM : sondage à probabilité inégale d'autant plus forte que la situation présumée est mauvaise selon les groupes issus de VQS.

HSI : sondage stratifié selon la nature de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées, adultes handicapés, établissements et services psychiatriques, centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

HSA : aidants non professionnels (famille, amis, voisins, etc.) de 16 ans et plus, désignés dans HSM par les personnes ayant des difficultés à réaliser certains actes de la vie quotidienne en raison d'un handicap, d'un problème de santé ou de leur âge.

Bouvier G. (2011) L'enquête Handicap-Santé. Présentation Générale, Document de travail n°F1109, Insee, p.62.

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/docs_doc_travail/F1109.pdf

Diffusion et accès aux données : Centre Maurice Halbwachs (CMH)

MOTS CLES : Handicap, Santé, Déficience physique, Déficience psychique, Déficience sensorielle, Limitation fonctionnelle, Maladie chronique, Conditions de vie, Soin corporel, Alimentation, Logement, Déplacement, Accessibilité, Loisir, Sociabilité, Participation sociale, Discrimination, Revenu, Dépendance, Aide à la personne, Assistance personnelle, Aidant familial.

http://www.cmh.ens.fr/greco/enquetes.php

Capitalisation des connaissances scientifiques

Post-enquêtes qualitatives sur le handicap, la santé et les aidants informels

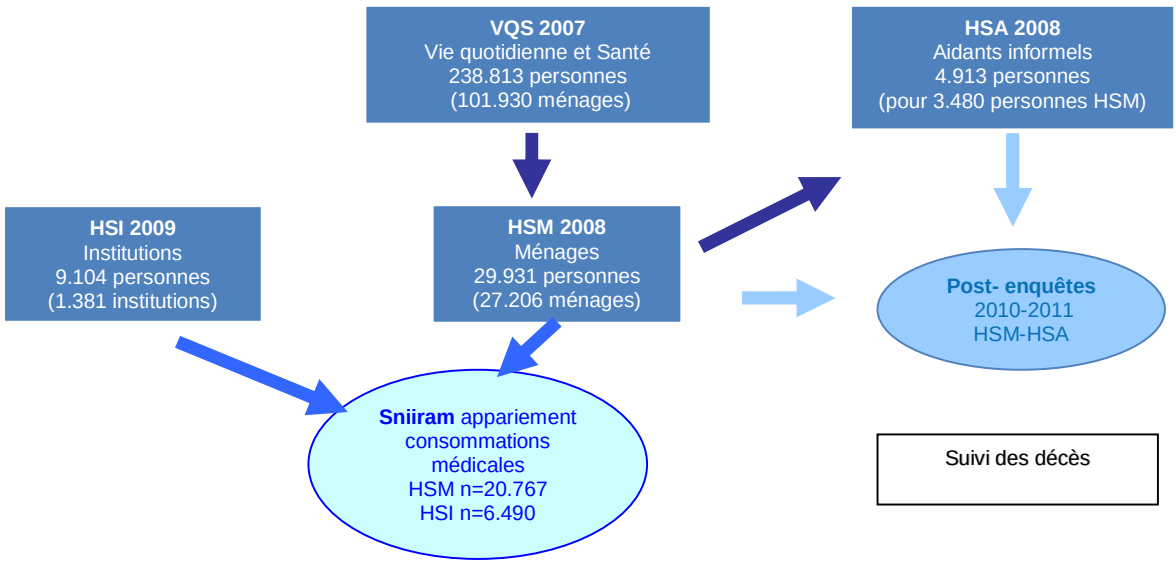
La complexité des dispositifs d'investigation des enquêtes Handicap-Santé, la nécessité de les enrichir et les affiner, ont conduit la Drees et la CNSA à favoriser la réalisation de post-enquêtes complétant les enquêtes "Handicap Santé en ménages ordinaires" (HSM) et "Aidants informels" (HSA). Les chercheurs en sciences sociales (sociologues, économistes, etc.) ont été invités à réinterroger de manière semi directive des personnes ayant répondu aux enquêtes HSM et HSA et ayant accepté de recevoir un chercheur pour un entretien complémentaire (Programme de recherches Drees-Mire / CNSA).

A titre d'exemple, la Cnav a répondu à cet appel à projets avec une recherche consistant à tester le protocole de l'enquête Handicap-Santé sur la connaissance et l'utilisation des aides techniques, l'accessibilité et l'aménagement du logement. La complémentarité des entretiens auprès des personnes âgées de 75 ans et plus (HSM) et des aidants informels de 45 ans et plus (HSA) permet d'apprécier comment les individus en vieillissant gardent, ou non, prise sur leur environnement immédiat, quels supports et soutiens techniques ou humains ils mobilisent, comment ils transforment l'espace dans lequel ils se meuvent pour s'y maintenir. On cherche ainsi à saisir l'expérience du vieillissement à domicile et les stratégies individuelles d'adaptation à partir de 32 entretiens menés en Ile-de-France et dans le Nord-Pas de Calais.

Renaut S. (resp.), Ogg J., Petite S., Chamahian A., Vermeersch S. (2011) Cnav-DSPR, Unité de Recherche sur le Vieillissement ; Université de Lille 3, Laboratoire CéRIES ; UMR CNRS LAVUE 7218, Centre de Recherche sur l'Habitat FNG, Cnav, 2011/11, 164 p. (Rapport / Synthèse).

Séminaire d'animation et de valorisation de l'enquête Handicap-Santé

La Drees et la CNSA ont confié à l'Institut Fédératif de Recherche sur le Handicap (IFRH) l'animation scientifique des exploitations des enquêtes Handicap-Santé. Un séminaire, coordonné par Jean-François Ravaud (Inserm/IFRH) avec Pascale Roussel (EHESP/IFRH), Nicolas Brouard et Emmanuelle Cambois (Ined/IFRH), réunit tous les mois des chercheurs pour présenter et discuter des travaux publiés ou en cours, y compris sur des questions de méthodologie. Raphaëlle Marie (IFRH) assure l'organisation du séminaire et collecte les recherches, publications, communications, propositions de présentation autour de l'enquête Handicap-Santé (Raphaelle.Marie@ehesp.fr).



Enquête SHARE....Où en est-on ?

Marie-Eve JOËL, Co-responsable de l'équipe Santé du laboratoire d'économie de l'Université Paris Dauphine

SHARE est un outil incontournable en matière de recherches sur le vieillissement, et de nombreux acteurs de la communauté scientifique sont convaincus de son intérêt pour améliorer la connaissance de la transition de l'activité professionnelle à la retraite, des liens entre vieillissement et santé. SHARE est susceptible de permettre de comprendre les signes avant-coureurs des fragilités du grand âge dans une perspective de prévention, d'organisation des soins à domicile et en maison de retraite. Les comparaisons internationales que l'enquête permet ouvrent sur des perspectives de comparaisons des systèmes de protection sociale et des politiques publiques.

L'équipe santé du laboratoire d'économie de l'Université Paris Dauphine (LEDa-LEGOS), porteur du projet SHARE, procède actuellement à une recherche de fonds pour financer la cinquième vague de l'enquête SHARE. Le Ministère de la Recherche, l'Inserm et la CNSA ont manifesté un réel intérêt pour la relance de cette enquête et il faut patienter encore quelques semaines pour que la situation s'éclaircisse.

L'objectif du LEDa – LEGOS est double :

1) poursuivre le processus de collecte des données et la coordination de l'enquête en relation avec le niveau européen pour la cinquième vague. Dans le même temps, élargir la participation française à cette infrastructure internationale et construire une solide plate-forme française pour SHARE en mesure d'effectuer sur le long terme le recueil des données (vagues 6, 7…). La France a été un membre très actif de la mise en place de SHARE au niveau européen et ses partenaires souhaitent poursuivre les comparaisons avec les données françaises.

2) encourager la coordination scientifique des recherches sur le vieillissement à partir des données de SHARE. Un consortium scientifique sera mis en place, regroupant les centres de recherche qui travaillent au niveau international sur le vieillissement (en économie, économie de la santé, épidémiologie, démographie…) en particulier à partir des données de SHARE. La mise en place de la vague 5 est une opportunité pour l'ouverture du programme à de nouveaux partenaires académiques.

Les enjeux économiques, sociaux et politiques du vieillissement

Colloque organisé par le Clersé-Université de Lille 1 du 22 au 24 novembre 2012, Lille

Dans le cadre de l'Année Européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations, ce colloque, qui s'adresse aux chercheurs mais aussi aux professionnels du domaine, doit être l'occasion d'une réflexion pluridisciplinaire alliant notamment sociologie, économie et science politique. Sa problématique peut se décliner sous cinq axes principaux.

1. **Le vieillissement dans l'UE**

Le vieillissement est une réalité qui touche l'ensemble des pays européens mais les conséquences de ce phénomène varient sensiblement d'un contexte national à un autre.

2. **Santé et vieillissement**

Les politiques de santé tentent de répondre aux nouveaux défis sanitaires posés par le vieillissement de la population et d'anticiper sur les risques en proposant des plans d'action de prévention.

3. **Vieillissement et monde du travail**

Le vieillissement se répercute également directement sur l'emploi et modifie parfois l'organisation du travail.

4. **La solidarité intergénérationnelle**

Le vieillissement modifie aussi l'équilibre entre les générations tant au niveau collectif qu'au niveau familial.

5. **Les transformations sociales et politiques**

Enfin, le vieillissement transforme plus largement le fonctionnement politique et social des sociétés européennes.

Modalités pour répondre à l'appel à communication :

D'une page maximum, le projet en français ou en anglais indiquera les points suivants :

- Identité, coordonnées, discipline et institution d'appartenance de l'auteur.
- Exposé de la problématique.
- Démarche méthodologique, sources et matériaux mobilisés.
- Principaux résultats attendus.

Proposition de communication par voie électronique uniquement, **jusqu'au 30 avril 2012**, à :

catherine.dechamp-le-roux@univ-lille1.fr

Conception/Réalisation :
©Alain Rozenkier, Diana Diallo (URV-Cnav)
fatimata.diallo@cnav.fr 01 53 92 50 20